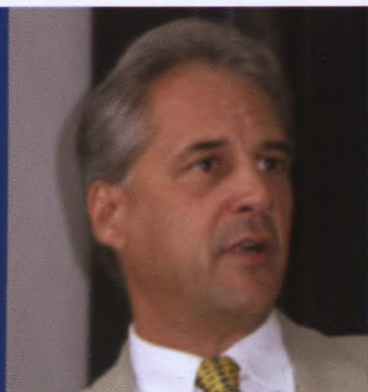


RÉORIENTATION DES ANCIENS SCIENTIFIQUES DE L'ARMEMENT



« Ce centre engage en ce moment environ 25 000 anciens chercheurs du domaine de l'armement. Ce sont des scientifiques qui étaient engagés dans le développement d'armes de destruction massive, que ce soit des armes nucléaires, chimiques, biologiques ou radiologiques. »

En offrant des emplois pacifiques aux anciens scientifiques de l'armement, le Canada contribue au renforcement de la sécurité mondiale afin de rendre le monde plus sûr. [traduction libre]

– Leo Owsiaci, directeur exécutif adjoint, Centre international des sciences et de la technologie, août 2006.

Contexte

À la suite des bouleversements qui ont suivi l'effondrement de l'ex-Union soviétique au début des années 1990, les conditions économiques se sont améliorées en Russie et dans les anciens États soviétiques. Les salaires ont augmenté et un certain nombre de scientifiques est passé des instituts aux entreprises privées. Cependant, des milliers d'entre eux sont toujours aux prises avec le chômage et le sous-emploi. La surcapacité dans le secteur nucléaire signifie que des milliers de ces scientifiques seront licenciés; bon nombre d'entre eux vivent dans des villes où le nucléaire est la seule industrie (voir ci-dessous pour en savoir davantage sur les villes nucléaires fermées).

La réorientation de ces personnes vers des emplois viables et non militaires demeure une priorité du Partenariat mondial. Ces efforts sont nécessaires pour réduire le risque que des scientifiques de l'ex-Union soviétique vendent leur expertise ou leur capacité d'accès à des matières connexes à des groupes ou à des États qui suscitent des préoccupations relativement à la prolifération. Ils peuvent aussi générer d'importantes retombées scientifiques, technologiques et industrielles pour le Canada.

Progrès réalisés en 2006-2007

Appui au programme des centres scientifiques : Le Canada, qui porte un intérêt particulier à la dimension humaine de la non-prolifération, est membre à part entière tant du Centre international des sciences et de la technologie (CIST), à Moscou, que du Centre des sciences et de la technologie en Ukraine (CSTU), à Kiev. Les deux centres ont le même mandat global, soit fournir de l'emploi à des anciens scientifiques de l'armement ainsi que de la formation et de l'appui à la commercialisation.

Le Canada, par l'intermédiaire du PPM, a financé des projets de recherche, divers programmes de renforcement des capacités et les opérations quotidiennes du CIST et du CSTU. Les projets de recherche reçoivent la plus grande partie des fonds canadiens et permettent le transfert direct de ces fonds aux participants des projets. Compte tenu du statut d'organisme sans but lucratif de ces centres, ces paiements ainsi que le matériel fournis dans le cas d'un projet financé sont exempts d'impôt.

Tous les projets de recherche financés par le Canada font l'objet d'un processus d'examen multi-étapes pour en évaluer la valeur scientifique et technique ainsi que leur viabilité commerciale. Cet exercice est nécessaire afin de vérifier la conformité des projets à la *Loi sur l'évaluation environnementale* du Canada, pour veiller à ce qu'ils n'aillent pas à l'encontre des politiques et des objectifs canadiens en matière de science et de technologie (S-T) et pour s'assurer qu'ils satisfont aux objectifs de non-prolifération du Canada. Avant que des projets ne soient financés, le PPM s'assure également qu'on a désigné un collaborateur canadien pour aider dans l'élaboration de la proposition du projet et qu'on a pris les mesures nécessaires pour atteindre les résultats escomptés.

Centre international des sciences et de la technologie (CIST) : Le CIST est un organisme intergouvernemental financé principalement par le Canada, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon. Il coordonne les efforts des gouvernements, des organismes internationaux et des entreprises du secteur privé en vue de fournir aux anciens scientifiques de l'armement de l'Arménie, du Bélarus, de la Géorgie, du Kazakhstan, de la République kirghize, de la Russie et du Tadjikistan la possibilité d'appliquer leur expertise à des fins civiles, tout en établissant des partenariats internationaux fructueux.



À droite M. Landis Henry, directeur exécutif adjoint (Canada) du Centre des sciences et de la technologie de l'Ukraine, au Groupe de travail du Partenariat mondial